

Selon Monsieur Wilson, "l'approche du Canada devrait permettre de dégager un terrain d'entente pour les principaux participants aux négociations et d'obtenir des avantages tangibles, réciproques et équilibrés pour les industries canadiennes. Nous appuyons sans réserve la libéralisation du commerce mondial parce que c'est grâce à elle que les entreprises canadiennes réussiront à accroître et à concurrencer plus efficacement leurs rivaux à l'échelle mondiale".

Les ministres ont affirmé que cette libéralisation aidera le Canada à tirer tous les avantages possibles de la plus grande compétitivité dont jouit notre pays depuis la signature de l'Accord du libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis. Le Canada cherche notamment à obtenir un meilleur accès aux marchés de l'Europe, du Japon et des nouveaux pays industriels du Pacifique et de l'Amérique latine.

Le Canada doit affronter de multiples entraves au commerce sur ces marchés, non les moindres étant les pratiques restrictives touchant les marchés publics.

Monsieur Crosbie a rappelé qu'au moment des négociations sur le libre-échange, le Canada et les Etats-Unis ont convenu de poursuivre la question de la libéralisation des marchés publics dans le cadre de l'Uruguay Round.

D'ici le début de l'année prochaine, le Canada et d'autres pays participant aux négociations du GATT sont censés présenter leurs offres de réduction de certaines barrières tarifaires ainsi que les exceptions totales ou partielles à appliquer éventuellement à l'approche générale définie pour les objectifs convenus à Montréal.

Pour de plus amples renseignements:

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Tel.: (613) 995-1874

Darwin Satherstrom
Chef
Division des tarifs
Ministère des finances Canada

Tel.: (613) 992-7096